

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205874]

10 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 8, § 3, alinéa 2, et 12, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, insérés par le décret du 29 octobre 2015;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juillet 2015;

Vu l'avis 58.404/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Lorsque le redevable sollicite le paiement fractionné de l'eurovignette, en application de l'article 8, § 2, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, le fonctionnaire ou service compétent chargé de l'établissement de l'eurovignette au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie est tenu lors de la radiation de la plaque d'immatriculation, lors d'une modification des paramètres fiscaux du véhicule (nombre d'essieux, norme d'émission du moteur) ou lors du remplacement du véhicule, de respectivement rembourser ou d'imputer, sur demande du redevable, selon la formule suivante :

$$B = [\text{Euv}' - (\text{Euv} \times \text{na}/360)] - 25 \text{ EUR}$$

B représente le montant total du remboursement ou de l'imputation;

Euv' représente le montant de l'eurovignette déjà payé pour le véhicule dans le cadre du paiement fractionné;

Euv représente le montant annuel dû pour le véhicule;

na représente le nombre de jours entamés de la période imposable; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours. Ce chiffre doit toujours être arrondi au multiple supérieur de 30;

25 EUR constitue le montant légalement prévu des frais d'administration. ».

§ 2. Lorsque le montant de l'eurovignette doit être calculé conformément à l'article 8, § 3, de la loi du 27 décembre 1994, le fonctionnaire ou le service compétent chargé de l'établissement de l'eurovignette au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie utilise, pour le calcul de ce montant, la formule suivante :

$$C = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nb}/360)]$$

C représente le montant total de l'eurovignette à payer pour le véhicule;

Euv représente le montant annuel dû pour le véhicule;

nb représente le nombre de jours entamés au-delà du 31 mars 2016 durant lesquels l'eurovignette acquise est encore valable; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le redevable sollicite le remboursement de l'eurovignette, en application de l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, a), 1^obis, de la loi du 27 décembre 1994, le fonctionnaire ou le service compétent chargé de l'établissement de l'eurovignette au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie utilise, pour le calcul de ce remboursement, la formule suivante :

1) si l'eurovignette est acquise durant la période 2 avril 2015 au 31 octobre 2015 :

$$D = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nb}/360)] \times [\text{nc}/(360-\text{nb})]$$

D représente le montant total du remboursement;

Euv représente le montant annuel de l'eurovignette dû pour le véhicule;

nc représente le nombre de jours entiers entamés effectifs d'inactivité du véhicule durant la période débutant au jour de son acquisition jusqu'au 31 mars 2016; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours;

nb représente le nombre de jours entamés au-delà du 31 mars 2016 durant lesquels l'eurovignette acquise est encore valable; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours;

2) si l'eurovignette est acquise durant la période 1^{er} novembre 2015 au 31 mars 2016 :

$$D = \text{Euv} \times [\text{nc}/(360-\text{nb})]$$

D représente le montant total du remboursement;

Euv représente le montant de l'eurovignette effectivement payé conformément à l'article 8, § 3, de la loi du 27 décembre 1994;

nc représente le nombre de jours entiers entamés effectifs d'inactivité du véhicule durant la période débutant au jour de son acquisition jusqu'au 31 mars 2016, chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours;

nb représente le nombre de jours entamés au-delà du 31 mars 2016 durant lesquels l'eurovignette aurait encore été valable sans l'application de l'article 8, § 3, de la loi; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours.

§ 2. Lorsque le redevable est bénéficiaire d'un remboursement automatique de l'eurovignette, en application de l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 27 décembre 1994, le fonctionnaire ou le service compétent chargé de l'établissement de l'eurovignette au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie utilise pour le calcul de ce remboursement la formule suivante :

$$E = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nd}/360)]$$

E représente le montant total du remboursement;

Euv représente le montant annuel dû pour le véhicule;

nd représente le nombre de jours entiers entamés consécutifs durant lesquels le véhicule a circulé sur le réseau routier depuis le jour de l'acquisition de l'eurovignette jusqu'au 31 mars 2016; chaque mois étant considéré comme un ensemble de 30 jours.

§ 3. La demande de remboursement proportionnel de la taxe prévue à l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, a), 1^o et 1^obis, de la loi précitée doit être corroborée par des documents révélant de manière directe ou indirecte l'inactivité du véhicule.

La plupart des documents qui peuvent corroborer l'inactivité sont énumérés, de manière non-limitative, ci-après :

- documents délivrés dans le cadre de la réglementation sur le travail;
- documents issus de la législation sociale;
- documents concernant les heures de conduite et de repos;
- les lettres de voiture;
- documents relatifs aux réparations du véhicule.

§ 4. Le remboursement automatique visé à l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 27 décembre 1994 est effectué par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou son délégué. Le montant à rembourser sera communiqué au redevable, par courrier du fonctionnaire compétent, susmentionné, dans le mois au cours duquel le prélèvement kilométrique a été instauré. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2015.

Art. 4. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205874]

10. DEZEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Ausführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der durch das Dekret vom 29. Oktober 2015 eingefügten Artikel 8 § 3 Absatz 2 und 12 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Ausführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993;

Aufgrund des am 19. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. November 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.404/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Ausführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 1 - § 1. Wenn der Abgabepflichtige die fraktionierte Zahlung der Eurovignette beantragt, in Anwendung von Artikel 8 § 2 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993, ist der befugte Beamte bzw. die befugte Dienststelle, der bzw. die innerhalb der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Ausstellung der Eurovignette beauftragt ist, bei der Abmeldung des Nummernschilds, bei einer Änderung der Steuerparameter des Fahrzeugs (Anzahl Achsen, Emissionsnorm des Motors) oder bei dem Ersatz des Fahrzeugs verpflichtet, eine Rückerstattung oder aber eine Anrechnung, auf Antrag des Abgabepflichtigen, nach folgender Formel vorzunehmen:

$$B = [\text{Euv}' - (\text{Euv} \times \text{na}/360)] - 25 \text{ EUR}$$

B ist der Gesamtbetrag der Rückerstattung bzw. Anrechnung;

Euv' ist der Betrag der Eurovignette, der für das Fahrzeug im Rahmen der fraktionierten Zahlung schon bezahlt wurde;

Euv ist der für das Fahrzeug geschuldete Jahresbetrag;

na ist die Anzahl angebrochener ganzer Tage des Besteuerungszeitraums; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet. Diese Zahl muss immer auf das nächste Vielfache von 30 aufgerundet werden;

25 EUR ist der gesetzlich vorgesehene Betrag für die Verwaltungskosten.“

§ 2. Wenn der Betrag der Eurovignette nach Artikel 8 § 3 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 berechnet werden muss, benutzt der befugte Beamte bzw. die befugte Dienststelle, der bzw. die innerhalb der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Ausstellung der Eurovignette beauftragt ist, für die Berechnung dieses Betrags die folgende Formel:

$$C = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nb}/360)]$$

C ist der Gesamtbetrag der Eurovignette, der für dieses Fahrzeug zu zahlen ist;

Euv ist der für das Fahrzeug geschuldete Jahresbetrag;

nb ist die Anzahl nach dem 31. März 2016 angebrochener Tage, während denen die erworbene Eurovignette noch gültig ist; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet.“

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 2 - § 1. Wenn der Abgabepflichtige die Rückerstattung der Eurovignette nach Artikel 12 § 2 Absatz 1 a) Ziffer 1bis des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 beantragt, benutzt der befugte Beamte bzw. die befugte Dienststelle, der bzw. die innerhalb der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Ausstellung der Eurovignette beauftragt ist, für die Berechnung dieser Rückerstattung die folgende Formel:

1) wenn die Eurovignette während des Zeitraums vom 2. April 2015 bis 31. Oktober 2015 erworben wurde:

$$D = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nb}/360)] \times [\text{nc}/(360-\text{nb})]$$

D ist der Gesamtbetrag der Rückerstattung;

Euv ist der für das Fahrzeug geschuldete Jahresbetrag der Eurovignette;

nc ist die Anzahl effektiver angebrochener ganzer Tage der Stilllegung des Fahrzeugs während des am Tag seines Erwerbs anfangenden Zeitraums bis zum 31. März 2016; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet;

nb ist die Anzahl nach dem 31. März 2016 angebrochener Tage, während denen die erworbene Eurovignette noch gültig ist; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet;

2) wenn die Eurovignette während des Zeitraums vom 1. November 2015 bis 31. März 2016 erworben wurde:

$$D = \text{Euv} \times [\text{nc}/(360-\text{nb})]$$

D ist der Gesamtbetrag der Rückerstattung;

Euv ist der Betrag der Eurovignette, der nach Artikel 8 § 3 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 effektiv gezahlt wurde;

nc ist die Anzahl effektiver angebrochener ganzer Tage der Stilllegung des Fahrzeugs während des am Tag seines Erwerbs anfangenden Zeitraums bis zum 31. März 2016; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet;

nb ist die Anzahl nach dem 31. März 2016 angebrochener Tage, während denen die Eurovignette ohne die Anwendung von Artikel 8 § 3 des Gesetzes noch gültig gewesen wäre; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet.

§ 2. Wenn der Abgabepflichtige auf eine automatische Rückerstattung der Eurovignette nach Artikel 12 § 2 Absatz 1 *b)* des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 Anspruch hat, benutzt der befugte Beamte bzw. die befugte Dienststelle, der bzw. die innerhalb der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Ausstellung der Eurovignette beauftragt ist, für die Berechnung dieser Rückerstattung die folgende Formel:

$$E = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nd} / 360)]$$

E ist der Gesamtbetrag der Rückerstattung;

Euv ist der für das Fahrzeug geschuldete Jahresbetrag;

nd ist die Anzahl aufeinanderfolgender angebrochener ganzer Tage, während denen das Fahrzeug seit dem Tag des Erwerbs der Eurovignette bis zum 31. März 2016 auf dem Straßennetz gefahren ist; jeder Monat wird als eine Einheit von 30 Tagen betrachtet.

§ 3. Der Antrag auf eine proportionale Rückerstattung der Abgabe nach Artikel 12 § 2 Absatz 1 *a)* Ziffer 1 und *1bis* des vorgenannten Gesetzes muss mit Dokumenten belegt werden, die die Stilllegung des Fahrzeugs direkt oder indirekt nachweisen.

Die meisten Dokumente, die die Stilllegung des Fahrzeugs belegen können, werden nachstehend auf nicht erschöpfende Weise aufgeführt:

- Dokumente, die im Rahmen der Arbeitsregelung ausgestellt werden;
- Dokumente in Zusammenhang mit sozialen Rechtsvorschriften;
- Dokumente über die Lenk- und Ruhezeiten;
- Frachtbriefe;
- Dokumente in Zusammenhang mit Reparaturen am Fahrzeug.

§ 4. Die automatische Rückerstattung nach Artikel 12 § 2 Absatz 1 *b)* des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 wird vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder seinem Beauftragten vorgenommen. Der zu erstattende Betrag wird dem Abgabepflichtigen durch ein Schreiben des vorgenannten befugten Beamten im Laufe des Monats, während dessen die Kilometerabgabe eingeführt wurde, mitgeteilt.“

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2015 wirksam.

Art. 4 - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205874]

10 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 ter uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 8, § 3, tweede lid, en 12, § 2, lid 2 en 3, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, ingevoegd bij het decreet van 29 oktober 2015;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 ter uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juli 2015;

Gelet op advies 58.404/4 van de Raad van State, gegeven op 25 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 ter uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1 § 1. Indien een belastingschuldige in toepassing van artikel 8, § 2, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, verzoekt om gespreide betaling van het eurovignet moet de bevoegde ambtenaar of dienst belast met de opstelling van het Eurovignet binnen het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, bij de schrapping van de nummerplaat, bij een wijziging van de fiscale parameters van het voertuig (aantal assen, emissienorm van de motor) of bij de vervanging van het voertuig, op verzoek van de belastingplichtige, respectievelijk terugbetalen of aanrekenen volgens de volgende formule :

$$B = (\text{Euv}' - (\text{Euv} \times n/360)) - 25 \text{ EUR}$$

B staat voor het totaal bedrag van de teruggave of van het aan te rekenen bedrag;

Euv' staat voor het bedrag van het eurovignet dat voor het voertuig reeds werd betaald in het kader van de gespreide betaling;

Euv staat voor het jaarbedrag dat voor het voertuig verschuldigd is;

na staat voor de aangevangen volledige dagen van de belastbare periode waarbij iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen. Dit cijfer moet steeds afgerond worden op het hogere veelvoud van 30;

25 EUR is het wettelijk voorziene bedrag van de administratiekosten."

§ 2. Wanneer het bedrag van het eurovignet moet worden berekend overeenkomstig artikel 8, § 3, van de wet van 27 december 1994, gebruikt de bevoegde ambtenaar of dienst belast met de opstelling van het Eurovignet binnen het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, voor de berekening van dit bedrag, de volgende formule :

$$C = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times nb/360)]$$

C staat voor het totaalbedrag van het eurovignet dat voor het voertuig moet worden betaald;

Euv staat voor het jaarbedrag dat voor het voertuig verschuldigd is;

nb staat voor de aangevangen dagen na 31 maart 2016 tijdens dewelke het verworven eurovignet nog geldig is; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen. ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 2. § 1. Wanneer de belastingplichtige verzoekt om de teruggave van het eurovignet, overeenkomstig artikel 12, § 2, eerste lid, a), 1^obis, van de wet van 27 december 1994, gebruikt de bevoegde ambtenaar of dienst belast met de opstelling van het eurovignet binnen het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, voor de berekening van deze teruggave, de volgende formule :

1) indien het eurovignet is verworven tijdens de periode van 2 april 2015 tot 31 oktober 2015 :

$$D = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times nb/360)] \times [nc/(360-nb)]$$

D staat voor het totaalbedrag van de teruggave;

Euv staat voor het jaarbedrag van het eurovignet dat voor het voertuig verschuldigd is;

nc staat voor de aangevangen volledige effectieve dagen van inactiviteit van het voertuig tijdens de periode die aanvangt op de dag van zijn aankoop tot 31 maart 2016; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen.

nb staat voor de aangevangen dagen na 31 maart 2016 tijdens dewelke het verworven eurovignet nog geldig is; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen.

2) indien het eurovignet is verworven tijdens de periode van 1 november 2015 tot 31 maart 2016 :

$$D = \text{Euv} \times [nc/(360-nb)]$$

D staat voor het totaalbedrag van de teruggave;

Euv staat voor het bedrag van het eurovignet dat effectief betaald werd overeenkomstig artikel 8, § 3, van de wet van 27 december 1994;

nc staat voor de aangevangen volledige effectieve dagen van inactiviteit van het voertuig tijdens de periode die aanvangt op de dag van zijn aankoop tot 31 maart 2016; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen.

nb staat voor de aangevangen dagen na 31 maart 2016 tijdens dewelke het eurovignet nog geldig zou zijn geweest zonder de toepassing van artikel 8, § 3, van de wet; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen.

§ 2. Wanneer de belastingplichtige in aanmerking komt voor een automatische teruggave van het eurovignet, overeenkomstig artikel 12, § 2, eerste lid, *b*), van de wet van 27 december 1994, gebruikt de bevoegde ambtenaar of dienst belast met de opstelling van het eurovignet binnen het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, voor de berekening van deze teruggave, de volgende formule :

$$E = [\text{Euv} - (\text{Euv} \times \text{nd}/360)]$$

E staat voor het totaalbedrag van de teruggave;

Euv staat voor het jaarbedrag dat voor het voertuig verschuldigd is;

nd staat voor de aangevangen volledige opeenvolgende dagen tijdens dewelke het voertuig op het wegennet gereden heeft vanaf de dag van de aankoop van het eurovignet tot 31 maart 2016; iedere maand wordt beschouwd als een geheel van 30 dagen.

§ 3. De aanvraag om de evenredige teruggave van de belasting voorzien in artikel 12, § 2, eerste lid, *a*), 1^o en 1^o*bis*, van de voormelde wet, moet gestaafd worden met documenten waaruit de inactiviteit van het voertuig op een rechtstreekse of onrechtstreekse manier blijkt.

De meest gangbare documenten die de inactiviteit kunnen staven worden hierna niet-limitatief opgesomd :

- documenten uitgereikt in het kader van de arbeidsreglementering;
- documenten nopens de sociale wetgeving;
- documenten nopens de rij- en rusttijden;
- vrachtbrieven;
- documenten in verband met herstellingen aan het voertuig.

§ 4. De automatische teruggave bedoeld in artikel 12, § 2, eerste lid, *b*), van de wet van 27 december 1994 wordt uitgevoerd door de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of diens afgevaardigde. Het terug te betalen bedrag zal aan de belastingplichtige worden meegedeeld, per schrijven van de bovengenoemde bevoegde ambtenaar, binnen de maand waarin de kilometerheffing werd ingevoerd”.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 april 2015.

Art. 4. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambttenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2015/07303]

Force armée. — Mise à la pension

Par arrêté royal n° 1032 du 30 octobre 2015, le capitaine-commandant Pierrard Y., est mis à la pension le 1^{er} juillet 2016.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2015/07303]

Krijgsmacht. — Oppensioenstelling

Bij koninklijk besluit nr. 1032 van 30 oktober 2015, wordt kapitein-commandant Y. Pierrard op pensioen gesteld op 1 juli 2016.

AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2015/18386]

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté ministériel du 12 octobre 2015 produisant ses effets le 1^{er} décembre 2015, démission honorable de ses fonctions d'Attaché est accordée à M. Benoît DELMOTTE.

Par le même arrêté, l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté ministériel du 27 octobre 2015 produisant ses effets le 1^{er} décembre 2015, démission honorable de ses fonctions de Conseiller général est accordée à M. Peter SCHANDEVYLL.

Par le même arrêté, l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2015/18386]

Personeel. — Pensionering

Bij ministerieel besluit van 12 oktober 2015 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 2015, wordt eervol ontslag uit zijn functies van Attaché verleend aan de heer Benoît DELMOTTE.

Bij hetzelfde besluit wordt de betrokkene ertoe gemachtigd om zijn aanspraak op een rustpensioen doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij ministerieel besluit van 27 oktober 2015 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 2015, wordt eervol ontslag uit zijn functies van Adviseur-generaal verleend aan de heer Peter SCHANDEVYLL.

Bij hetzelfde besluit wordt de betrokkene ertoe gemachtigd om zijn aanspraak op een rustpensioen doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.